

Unité départementale des Bouches du Rhône
16, rue Zattara - CS 70248
13331 Marseille Cedex 03

Marseille, le 03/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



LAFARGEHOLCIM CEMENTS

795, avenue des Frères Lumière
CS 80008
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-1172-AIX-2022

N° AIOT : 0006400643 (référence à rappeler dans toute correspondance)

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement LAFARGEHOLCIM CEMENTS implanté 795 avenue des Frères Lumière CS 80008 13320 Bouc-Bel-Air. L'inspection a été annoncée le 10/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGEHOLCIM CEMENTS
- 795, avenue des Frères Lumière CS 80008 13320 Bouc-Bel-Air
- Code AIOT dans GUN : 0006400643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière de roche massive avec surface autorisée de 113 ha pour l'extraction de calcaires et marnes uniquement dédiés à la cimenterie Lagarge ciment. L'installation est dotée d'un concassage des matériaux et d'un transport par convoyeurs capotés jusqu'au stock pile qui est fermé. La carrière ne génère pas de stériles et ne reçoit pas de déchets inertes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de la visite ICPE du 22/09/2020;
- empoussièrement;
- action nationale DDIE (Directive sur les Déchets de l'Industrie Extractive).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Conclusion inspection 22/09/2020 Ecart 1	Lettre du 12/02/2021, article {Non Renseigné}	/	Sans objet
Conclusion inspection 22/09/2020 Ecart 2	Lettre du 12/02/2021, article {Non Renseigné}	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Evaluation des émissions de poussières	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 2.1	/	Sans objet
Evaluation des émissions de poussières	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 2.3	/	Sans objet
Indicateurs de suivi des poussières diffuses	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 6.1	/	Sans objet
Indicateurs de suivi des poussières diffuses	AP Complémentaire du 26/03/2021, article 6.2	/	Sans objet
Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation des carrières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 25/04/2022, il n'a pas été relevé de non-conformité par rapport au référentiel réglementaire applicable. Aucune suite administrative n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conclusion inspection 22/09/2020 Ecart 1

Référence réglementaire : Lettre du 12/02/2021
Thème(s) : Situation administrative, Ecart n°1
Prescription contrôlée : Vérifications des engagements de l'exploitant suite aux non-conformités relevées (constats du 22 septembre 2020) qui ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante. Suites : Le sous-traitant « Bureau Veritas » a modifié les deux premières synthèses trimestrielles 2020 en incluant une moyenne glissante et a bien pris en compte la remarque. => Fait le 30 septembre 2020.
Constats : Les résultats figurant sur les rapports d'empoussièrement de 2020 et de 2021 incluent une moyenne glissante conformément à l'article 19.7 de l'AM du 22/09/1994 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conclusion inspection 22/09/2020 Ecart 2

Référence réglementaire : Lettre du 12/02/2021
Thème(s) : Situation administrative, Ecart n°2
Prescription contrôlée : Vérifications des engagements de l'exploitant, suite aux non-conformités relevées (constats du 22 septembre 2020) qui ont fait l'objet d'une réponse satisfaisante. Suites : Le sous-traitant « Bureau Veritas » a remplacé le support du point numéro 3 par un support conforme de hauteur égale à 1,73 mètre. Le sous-traitant a aussi vérifié les autres points de surveillance, ces derniers sont tous conformes. => Fait le 25 septembre 2020.
Constats : Le support de la jauge n°3 n'était pas présent lors de l'inspection, son emplacement correspond au centre de l'aire de retournement présent sur la piste périphérique. L'exploitant confirme " <i>que ce support n'est pas laissé en place entre les campagnes de mesure (la précédente étant terminée), il sera réinstallé le mercredi 1er juin pour la campagne du second trimestre 2022</i> ". La photo en date du 25 septembre 2020 faite par l'organisme de contrôle (Bureau Veritas) permet de confirmer que le support est de type amovible et d'une hauteur de 1,73 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Evaluation des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des lieux
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de surveillance des émissions de poussières tel que défini aux articles 19.5 et 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. En outre, ce plan de surveillance définit toutes les dispositions utiles que l'exploitant met en place sur ses installations pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières canalisées et diffuses. Il précise les conditions et les périodicités d'entretien des dispositifs mis en œuvre afin qu'ils gardent en permanence une efficacité maximale. Ces dispositions, ainsi que les améliorations programmées, sont décrites dans le plan de surveillance, mis à jour à chaque modification importante des conditions d'exploitation et au moins tous les cinq ans. Ce plan précise les conditions d'implantation de la station de mesures (station météo) mise en place sur le site conformément à l'article 19.8 de l'arrêté susvisé selon les bonnes pratiques, notamment la norme ISO19289:2015. Ce document, mis à jour notamment selon les dispositions de l'article 7 du présent arrêté, est transmis à l'Inspection des installations classées sous 3 mois, accompagné de la feuille de calcul citée au paragraphe 2.2.2 du présent arrêté. Les mises à jour ultérieures du plan de surveillance sont tenues à disposition de l'Inspection.
Constats : L'exploitant a mis en place un plan de surveillance des émissions de poussières tel que défini aux articles 19.5 et 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Ce dernier a été transmis le 28/06/2021. Le plan de surveillance définit les dispositions utiles mises en œuvre sur les installations pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières diffuses (pulvérisation d'eau, capotage, ...) et précise les conditions et les périodicités d'entretien (visite quotidienne, entretien régulier, ...). Ce plan précise que la station météo est celle de l'usine. Il intègre également les dispositions de l'article 7 de l'arrêté complémentaire du 26/03/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Evaluation des émissions de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel
Prescription contrôlée : Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont transmis annuellement à l'Inspection des Installations Classées. Les valeurs des mesures des rejets canalisés visés au paragraphe 4.1 sont renseignées annuellement dans la base GEREPE conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Le résultat de l'évaluation des émissions diffuses et canalisées faite au point 2.2.2 est renseignée dans la base GEREPE si les seuils de déclaration sont dépassés.
Constats : La carrière n'est pas à l'origine de rejet canalisés, uniquement des rejets diffus. Le rapport annuel de l'année 2021 a été transmis le 14/04/2022 et le résultat de l'évaluation des émissions diffuses est renseigné dans la base GEREPE (seuil non dépassé).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indicateurs de suivi des poussières diffuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2021, article 6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Définition des indicateurs de suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : <ul style="list-style-type: none">• 0,5 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante ;• 0,35 g/m²/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1er janvier 2022. Après le 1er janvier 2024, l'objectif à atteindre peut être reconsidéré au regard des résultats obtenus lors des mesures effectuées et en fonction des connaissances sur les émissions de particules fines acquises à ce moment-là.
Constats : Le rapport de la première campagne 2022 (n°10537529/2/1 V0) a bien intégré (pour la surveillance des retombées de poussières avec un système de jauges), l'objectif pour les jauges installées de type (b) de 0,35 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Indicateurs de suivi des poussières diffuses

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2021, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement des objectifs
Prescription contrôlée : En cas de dépassement des valeurs citées au paragraphe 6.1 ci-dessus, une analyse détaillée est réalisée et transmise à l'Inspection pour expliquer les raisons de ce dépassement en tenant compte notamment des conditions météorologiques sur la période considérée. Si le dépassement n'est pas dû à des conditions météorologiques exceptionnelles, l'exploitant propose à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai d'un mois à compter du constat de celui-ci, un programme de réduction complémentaire des émissions de poussières et un échéancier de mise en œuvre associé. Un bilan de ces dépassements et des programmes de réduction associés figure dans le rapport d'exploitation annuel.
Constats : Pas de dépassement de l'objectif de 0,35 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante. Le rapport n°10537529/2/1 V0, pour la première campagne débutée le 03/03/22, indique que les jauges n°2 et n°3 ont collectées respectivement 38,5 mg/m ² /jour et 38,4 mg/m ² /jour. Le maximum atteint est 54,8 mg/m ² /jour et il concerne la jauge n°4 de type c.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation des carrières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Autre, DDIE
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. L'arrêté d'autorisation prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des sols, des eaux et la fréquence des mesures à réaliser. Si l'étude d'impact en montre la nécessité, l'arrêté d'autorisation peut prévoir que l'exploitant procède : <ul style="list-style-type: none">- au maintien de l'indépendance hydraulique des réseaux de récupération des eaux d'infiltration des zones de stockage et à une gestion séparative des effluents ;- à la récupération et au traitement des lixiviats ;- à des analyses des eaux de ruissellement et des lixiviats, en fixant des paramètres et les substances à analyser ainsi que la fréquence des analyses. En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : La carrière dispose d'une zone de stockage des déchets d'extraction inertes. Le plan de gestion des déchets d'extraction de 2021 mentionne que le volume de 30 000 m ³ ne devrait pas évoluer. C'est un stock de déchets d'extraction du type découverte qui date de 2011, il est mis sous la forme d'un cordon dans la partie sommitale d'un front sud de la carrière. Une végétation pionnière de type pin et pinède y est présente. Absence d'écoulement, de trace d'instabilité ou d'envol de poussières. L'arrêté préfectoral article 16.2.2 impose le suivi de la qualité des eaux rejetés dans le milieu naturel. Les mesures faites le 23/02/22 affichent le respect des paramètres du dit article avec pH 7,8 ; T° 7,6° ; MES 7,1 mg/l ; DCO 30 mg/l et concentration en hydrocarbure de 0,1 mg/l.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Autre, PGD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a établi un plan de gestion des déchets (PGD) d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière en 2011, révisé en 2017 et 2021. Celui-ci comporte l'ensemble des éléments demandés.</p> <p>Le PGD du 14/10/2021, reçu le 20/10/2021, est conforme. Il indique entre autre que le caractère des déchets est inerte, que la quantité de 30 000 m³ est dédiée aux réaménagements et que ce volume est implanté en partie sommitale d'un front sud de la carrière.</p> <p>Le lieu d'implantation et le mode de mise en œuvre qui sont décrits dans le PGD sont respectés sur le site et la procédure de contrôle et de surveillance décrite correspond à celle faite sur le terrain (cf constat précédent).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet